

Terres Mouvantes

Nos richesses, leur fortune

Enquête sur le piège du sous-sol, d'Arlit à Simandou



Pourquoi un des sous-sols les plus riches du monde produit-il encore des pays parmi les plus pauvres ? Réponse en neuf étapes, des archives Elf au rail de Simandou.

Dans ce numéro

- **Le pillé avoue, le pilleur sourit.** Un président qui ignorait ce qui sortait de son propre sous-sol. En face, l'homme d'Elf explique la méthode : « on a utilisé la naïveté ».
- **0,4 %.** La part du PIB que l'Afrique subsaharienne met dans la recherche. L'objectif de 1 % date de 1980. La moyenne reste loin du cap.
- **Le contrat écrit pour ne jamais savoir.** Redevance de 5,5 %, audits confidentiels, zéro droit d'export : les clauses Areva-Niger consultées par Reuters.
- **Botswana, Dangote, Simandou.** Négociateur ne suffit pas, transformer change tout, et la Guinée rejoue l'erreur en direct.
- **Le sous-sol qui paie la guerre.** L'or artisanal finance le JNIM ; projets aurifères russes et Africa Corps avancent en parallèle. Le brut arrive dans le bol de riz à Gao.
- **La seule ressource qui ne se copie pas.** Plus de 60 % du continent a moins de 25 ans. Aucun laboratoire ne remplace une génération formée.

AIDEZ-NOUS À PORTER LA VOIX DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Terres Mouvantes existe parce que vous le partagez. Chaque transfert nous fait grandir : un groupe WhatsApp, un contact, une rédaction. Vous connaissez quelqu'un qui devrait nous lire, nous financer ou travailler avec nous ?

Écrivez-nous à redaction@terresmouvantes.org · courrier@terresmouvantes.org

Merci de faire exister ce journal.

Ils l'avouent eux-mêmes, face caméra. Un président qui ignorait ce qui sortait de son propre sous-sol. En face, l'homme d'Elf explique la méthode : « on a utilisé la naïveté ».

ARCHIVES · CONGO · 2000-2001

Deux aveux face caméra

Dans une archive de 2000, le documentaire *Elf, une Afrique sous influence*, Pascal Lissouba, président du Congo de 1992 à 1997, regarde la caméra : « Nous ne savons rien de ce qui se passe et nous n'avons même pas la quantité... du pétrole qui sortait de notre pays. Nous ne la connaissons pas. » Un an plus tard, sur M6, Patrick Gantès, ex-délégué d'Elf au Congo, complète sans y être invité :

« On a utilisé, ou comment dire, un peu la naïveté, je dirais, des dirigeants des pays hôtes et producteurs. »

PATRICK GANTÈS, EX-DÉLÉGUÉ
D'ELF AU CONGO, LES MILLIARDS
D'ELF, CAPITAL (M6), 2001

Ils l'avouent eux-mêmes, face caméra. Un président qui ignorait ce qui sortait de son propre sous-sol. En face, l'homme d'Elf explique la méthode : « on a utilisé la naïveté ». TM a retrouvé et horodaté les deux archives, croisées avec le compte rendu d'audition de Lissouba devant l'Assemblée nationale française en 1999 et les contrats secrets Areva-Niger consultés par Reuters. Vingt-cinq ans

après ces deux aveux, le train de Simandou emporte le fer guinéen brut vers la Chine sur environ 600 km de rail, sans aciérie intégrée au projet. Le décor a changé. Le mécanisme, non.

Ce papier pose la question que les deux archives laissent ouverte : pourquoi un des sous-sols les plus riches du monde produit-il encore des pays parmi les plus pauvres ? Et qu'est-ce que personne ne veut nommer dans la réponse ?

Le dossier à charge n'a plus besoin de nous. Il est avoué, signé, archivé.

ASSEMBLÉE NATIONALE · LONDRES ·
AVRIL 1999

Le procès est gagné depuis vingt-cinq ans

Devant la mission d'information de l'Assemblée nationale française, en avril 1999, Lissouba précise : l'État congolais touchait une redevance de 17 %, mais « il ignorait la quantité de pétrole produite. Le contrôle gouvernemental sur les quantités produites aurait été un crime de "lèse-Elf" », note le compte rendu officiel. En 1993, quand Elf lui refuse un crédit-relais, le même Lissouba vend à Occidental Petroleum 50 millions de barils à 3 dollars, quand le cours mondial tournait autour de 14, selon l'AFP. Il sera condamné pour cela à Brazzaville en 2001, par le tribunal de Sassou-Nguesso, son vainqueur dans la guerre civile : le verdict est politique ; le prix du contrat, lui, est corroboré. Loïk Le Floch-Prigent, PDG d'Elf de 1989 à 1993, résume le modèle dans le film de Patrick Benquet :

« Le pétrole sort à 3-4 dollars. Et il est revendu à 80. »

LOÏK LE FLOCH-PRIGENT, PDG
D'ELF DE 1989 À 1993, *ELF, UNE
AFRIQUE SOUS INFLUENCE*, PATRICK
BENQUET, 2000

Françafrique, la corruption, le pillage. Tout cela est vrai. Et tout cela, en soixante ans, n'a jamais sorti un seul pays de la pauvreté. Un diagnostic juste qui ne guérit rien mérite une question : que manque-t-il dans le diagnostic ?

Donc oui : le vol est réel, documenté, avoué par ses opérateurs. Voilà le constat que tout le monde connaît. On l'entend dans les taxis, dans les meetings, dans les chansons : la

Ce qui manque tient en un chiffre. Et personne ne le crie dans les meetings souverainistes.

LE CHIFFRE · R & D · 1980-2026

0,4 % : le chiffre qu'aucun meeting ne crie

L'Afrique subsaharienne consacre environ 0,4 % de son PIB à la recherche-développement, selon la Banque mondiale et l'UNESCO. Dans les données disponibles, de nombreux pays du continent restent sous 0,5 %. L'Afrique du Sud elle-même, longtemps vitrine scientifique du continent, est retombée à 0,61 % en 2022-2023, selon son enquête nationale publiée fin 2024. La moyenne des pays de l'OCDE : 2,7 % en 2023. Israël : 6,3 %. La Corée du Sud : 5 %.

Ce n'est pas un objectif manqué de peu. C'est un objectif que le continent s'est fixé à lui-même il y a quarante-cinq ans. Le Plan d'action de Lagos, adopté par l'Organisation de l'unité africaine en 1980, fixait le cap : 1 % du PIB en recherche avant l'an 2000. Quarante-cinq ans plus tard, la moyenne continentale reste loin du cap ; la Commission économique pour l'Afrique de l'ONU a consacré un policy brief entier à cet objectif manqué. Aucune puissance étrangère n'a signé ce renoncement-là à notre place.

Pendant ce temps, le budget rectificatif malien de 2025 affecte 16,07 % du budget national à la défense et 15,38 % à l'ordre et à la sécurité publics, soit environ 31 % du budget

pour ces fonctions, financés en partie par l'annulation de 157 milliards de FCFA de crédits d'autres secteurs. La comparaison n'est pas un jugement : le Mali se bat pour exister. Elle mesure le coût du statu quo. Un pays contraint de mettre près d'un tiers de son budget dans la défense et la sécurité, sur un continent qui met moins d'un demi pour cent de sa richesse dans ses laboratoires, laisse à d'autres une grande part de la transformation de son minéral.

L'ignorance de Lissouba n'était pas un trait de caractère. C'était une clause.

NIAMEY · CONTRATS AREVA · 2001-2013

Le contrat écrit pour que tu ne saches jamais

Reuters a consulté les accords signés en 2001 entre Areva et le Niger, restés confidentiels. Ils fixaient la redevance sur l'uranium à 5,5 % de la valeur produite. À titre de comparaison, Reuters citait un taux de 13 % en Saskatchewan, au Canada, et de 18,5 % au Kazakhstan.

Les accords exonéraient également Areva de droits d'exportation sur l'uranium et de taxes douanières sur de nombreux équipements importés, jusqu'aux vêtements de protection. Une clause protégeait ces avantages contre les modifications introduites par la loi minière nigérienne de 2006. Une autre garantissait à Areva tout avantage plus favorable accordé ensuite à un concurrent. Le Niger pouvait commander des audits, mais leurs résultats devaient rester confidentiels.

Coût des seules exonérations pour l'État nigérien : 23 à 30 millions d'euros par an, selon le ministre des Mines d'alors, Omar Hamidou Tchiana, qui rappelait aussi qu'en plus de quarante ans, Areva n'avait même pas construit un siège au Niger. On ne rédige pas ces clauses pour préparer son partenaire à l'autonomie. On les rédige pour que rien ne change.

Relisez la clause d'audit à la lumière de l'archive de 2000. Lissouba ignorait la quantité de pétrole qui sortait du Congo ; une génération plus tard, les résultats de tout audit com-

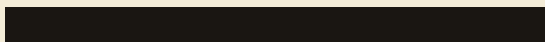
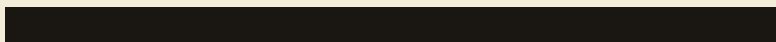
mandé par le Niger devaient rester strictement confidentiels. Même ce qu'il pouvait voir restait illisible : les coûts de production de la mine de la Somaïr ont doublé en cinq ans, de 19 783 à 40 146 FCFA le kilo entre 2006 et 2011, selon un document confidentiel du ministère des Mines consulté par Reuters. Syndicats et ONG y voient des bénéfices imposables artificiellement minorés par les prix de transfert ; Areva dément. Pour 2011, Areva déclare 82 millions d'euros versés à l'État ; le décompte de l'ITIE, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, n'en trouve que 66,3. Le pays producteur ne pouvait pas publier ses propres audits. Ce n'est pas de la naïveté. C'est l'architecture, la même de Brazzaville 1992 à Arlit 2013.

Le scandale n'est donc pas un chèque volé chaque année. C'est un système fait de secret, d'exonérations et de prix de transfert que syndicats et ONG accusent d'avoir minoré la part nigérienne, pendant qu'une ampoule française sur trois s'éclairait à l'uranium nigérien et que près de 90 % des Nigériens vivaient sans électricité, selon Oxfam France. Sans transformation chez soi, même la rente vous échappe.

LE DOCUMENT · CONTRATS CONSULTÉS PAR REUTERS

Le scandale n'est pas le prix de vente. C'est l'architecture du contrat.

Ce que le Niger touche sur son propre uranium, comparé aux autres grands producteurs.
Redevance sur la valeur produite :

NIGER (contrat Areva 2001)**5,5 %****SASKATCHEWAN (Canada)****13 %****KAZAKHSTAN****18,5 %****ET DANS LES CLAUSES, JAMAIS PUBLIÉES :**

Zéro droit d'exportation sur l'uranium · zéro taxe ni douane, « jusqu'aux vêtements de protection » · clause de stabilité : la loi minière de 2006 ne s'applique pas · clause du mieux-disant : tout avantage négocié par un concurrent revient à Areva · tout audit commandé par le Niger reste strictement confidentiel

Verdict : ces exonérations coûtaient 23 à 30 millions d'euros par an à l'État nigérien, selon son ministre des Mines. Le pays exportait le combustible d'une ampoule française sur trois ; 90 % des Nigériens vivaient sans électricité.

Source : Reuters, *Special Report « Atomic split »*, 5 février 2014 (contrats 2001 consultés) · Oxfam France, 2013

Les conventions promettent le « transfert de compétences ». Posez la question à voix haute : pourquoi votre exploitateur vous apprendrait-il à vous passer de lui ?

LE MYTHE · BASES ÉTRANGÈRES · PÉKIN

Les compétences se prennent, ne se donnent pas

Nombre de conventions minières et d'accords de défense promettent pourtant le contraire : « transfert de compétences », « contenu local », « formation ». Posez la question à voix haute : pourquoi votre exploitateur vous apprendrait-il à vous passer de lui ?

La même mécanique porte l'uniforme à travers le continent. Des puissances étrangères, occidentales ou nouvelles, installent bases et missions au nom de la « formation », de la « coopération sécuritaire » ou de la « stabilisation ». Elles promettent des armées locales autonomes. Pourtant, après des années de programmes présentés comme de la « formation », beaucoup dépendent encore de leurs partenaires pour le renseignement, la maintenance, la logistique et certaines opérations. Quand une puissance se retire, une autre reprend souvent les contrats, les instructeurs et parfois les bases. La dépendance change de partenaire ; elle ne disparaît pas.

Parfois, cette dépendance monte jusqu'au palais. Au Gabon, en février 1964, des parachutistes français ont renversé le gouverne-

ment provisoire issu d'un coup d'État et réinstallé Léon Mba à la présidence. Le dirigeant restauré a ensuite vécu sous protection militaire française, dans un pays où Paris défendait d'importants intérêts pétroliers et miniers. Le mécanisme dépasse donc l'économie : un pouvoir dépend d'une puissance étrangère pour sa sécurité et son maintien ; cette puissance conserve en retour un levier sur l'État, ses contrats et ses ressources. Même technique, autre secteur. Créer la dépendance, puis convertir cette dépendance en influence et en profit.

Ceux qui ont rattrapé leur retard n'ont rien attendu de tel. Le Japon d'après 1945 a étudié, copié, acheté et adapté la technologie occidentale. La Chine a fait de même : coentreprises imposées, ingénierie inverse, espionnage industriel compris. Résultat en 2024 : 1,8 million de demandes de brevets déposées en Chine, 49,1 % du total mondial, selon l'OMPI.

Les compétences ne se donnent pas. Elles se prennent, s'achètent, se copient. C'est la seule règle du jeu que personne n'écrit dans les conventions.

Alors, négocions mieux ? Un pays l'a fait, mieux que tous les autres.

ÉTAGE 1 · NÉGOCIÉ · GABORONE

Botswana : mieux négocié n'a pas suffi

Le Botswana est la vitrine de la réussite minière africaine et l'un des premiers producteurs mondiaux de diamants en valeur. C'est ici qu'un accord très favorable à l'État producteur n'a pas suffi. L'État détient 50 % de Debswana, le fleuron minier national détenu à parts égales avec De Beers. Il a obtenu le transfert des activités de vente de De Beers de Londres à Gaborone dès 2011, et l'accord conclu en 2023 doit porter progressivement de 30 % à 50 % la part de la production de Debswana attribuée à l'entreprise publique Okavango Diamond Company, avec taille locale, laboratoire de gradation et fonds de développement.

Voici ce que ce deal vaut en 2026 : production en chute de 39 % entre 2023 et 2025, deux années de récession, un déficit budgétaire estimé à 9,3 % du PIB et 12 millions de carats invendus en stock. Une cause structurelle vient des laboratoires : le diamant synthétique est passé d'environ 1 % à près de 20 % du marché mondial en dix ans et coûte nettement moins cher. Il possède les mêmes propriétés chimiques et physiques que le diamant naturel, tout en restant détectable avec des instruments spécialisés.

Le Botswana n'a rien fait de mal. Il a tout fait mieux que les autres, et il s'effondre

quand même, parce que son économie restait assise sur une matière première unique qu'une machine peut désormais fabriquer. Négocié mieux est un étage. Ce n'est pas un toit.

ÉTAGE 2 · TRANSFORMER · LAGOS

Dangote : une seule variable a changé

Le Nigeria, premier producteur de brut du continent, a importé son essence pendant des décennies. Le pétrole sortait brut, revenait raffiné, et la différence de prix restait chez les raffineurs des autres. Depuis février 2026, la raffinerie Dangote, conçue pour 650 000 barils par jour et présentée comme la plus grande unité single-train du monde, tourne à pleine capacité. Elle alimente le marché nigérian et exporte des produits raffinés vers plusieurs pays africains et au-delà. L'introduction en bourse annoncée en mai 2026 vise une valorisation de 50 milliards de dollars. Annoncée, pas acquise.

Même pétrole. Même pays. La variable décisive a changé : une part bien plus importante de la transformation se fait sur place. L'expérience ne dit pas que Dangote est un saint ni que le Nigeria est sauvé. Elle dit que l'écart entre exporter du brut et exporter du raffiné se mesure en milliards, et qu'une raffinerie peut déplacer une partie de cette valeur en une décennie quand le capital s'y met.

Pendant que Dangote exporte, la Guinée inaugure. Le vieux film se rejoue en accéléré.

EN DIRECT · SIMANDOU · CONAKRY

Simandou : l'erreur se rejoue sous nos yeux

Pendant que le Botswana encaisse et que Dangote exporte, la Guinée inaugure. Simandou, présenté par Rio Tinto comme le plus grand gisement inexploité de minerai de fer à haute teneur au monde, est entré en production en novembre 2025 ; le premier chargement a quitté la Guinée en décembre. Le projet comprend environ 600 km de rail et vise jusqu'à 120 millions de tonnes par an pour l'ensemble des partenaires. Investissement annoncé : 21,5 milliards de dollars. Croissance projetée : 9,3 % en 2026.

Et les premiers chargements de fer sont partis bruts vers la Chine. Ce que la Guinée a obtenu : 15 % sans apport dans la Compagnie du TransGuinéen, qui détient l'infrastructure commune, un objectif de 40 % de sous-traitance locale d'ici 2030, et le programme « Simandou 2040 », avec un accord signé le 22 mai 2026 pour une raffinerie d'alumine à Boffa (1,68 milliard de dollars, avec le chinois Chalco).

« Simandou 2040 » est un slogan de communication tant que le béton n'est pas coulé. Le précédent local impose la prudence : la Guinée signe des accords de raffineries depuis les années 1960, et Friguia, construite

par Pechiney à Fria, entrée en production en 1960, première raffinerie d'alumine du continent, reste à ce jour la seule opérationnelle de l'histoire du pays. L'essentiel de la bauxite part encore brut. Soixante-cinq ans de promesses, une usine. La question, posée au présent : quand le fer part brut, que reste-t-il en Guinée, hors taxes et salaires ?

LE CYCLE GUINÉEN

1. Extraire · Bauxite et fer



2. Promettre · Raffineries et transformation locale



3. Exporter brut · Ports guinéens → Chine



4. Recommencer · Avec le prochain accord

65 ans plus tard : une seule raffinerie d'alumine opérationnelle dans l'histoire du pays, Friguia.

Tout ce qui précède pourrait n'être qu'un débat d'économistes. Voici pourquoi ce n'en est pas un.

SÉCURITÉ · OR ARTISANAL · SAHEL

Le sous-sol brut paie la guerre chez nous

Le minerai brut ne finance pas seulement l'économie des autres. Il finance la guerre chez nous.

Un minerai brut peut circuler discrètement et être taxé par ceux qui contrôlent la route. Une usine, elle, est fixe et plus traçable. Cette différence-là se paie en vies. Au sud du Burkina et à l'ouest du Mali, le JNIM (Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin) contrôle des sites d'orpaillage et prélève sa « taxe » sur les mineurs, selon les travaux de Flore Berger pour l'institut GI-TOC. Dans plusieurs pays du Sahel, l'or artisanal alimente les revenus de groupes armés.

Le grand livre de cette tragédie s'écrit à Rubaya, dans l'est de la République démocratique du Congo. Là, le M23, soutenu par le Rwanda selon les experts de l'ONU, contrôle des mines qui fournissent environ 15 % du coltan mondial. Le groupe taxe chaque kilo, impose du travail forcé sur les routes minières et tire des centaines de milliers de dollars par mois du minerai. Le coltan traverse ensuite la frontière, se mélange à la production rwandaise, puis rejoint les fonderies de Chine et du Kazakhstan.

Au bout de la chaîne, Global Witness estime que ce coltan a probablement pénétré les approvisionnements d'Amazon, Nvidia, Sony, Microsoft et d'autres géants. Le sang du Kivu finit dans nos téléphones. À Rubaya, le sous-sol congolais est une banque à ciel ouvert pour la guerre : le minerai sort, l'argent revient aux armes, le produit fini arrive dans nos mains.

Les partenaires aussi avancent vers le sous-sol. En novembre 2025, l'entreprise russe Yadrans annonce avec Bamako une raffinerie d'or de 200 tonnes par an. Cela ne prouve pas que la raffinerie finance l'effort militaire russe. Cela montre que coopération militaire et projets aurifères russes avancent désormais en parallèle.

La chaîne tient en quatre maillons. Une mine d'or non déclarée → le groupe armé prélève sa « taxe » → la taxe achète des armes → les armes coupent une route, et le riz monte au marché de Gao. Le sous-sol brut arrive dans le bol de riz. Voilà ce que coûte, concrètement, l'usine qui n'a pas été construite : tant que la richesse sort de terre sous forme liquide et anonyme, elle arme ceux qui nous tuent, et elle paie ceux qui prétendent nous défendre.

LA HIÉRARCHIE · TROIS ÉTAGES DE SORTIE

Négociier protégé mal. Transformer protégé mieux. Le savoir, seul, s'accumule.

Trois étages de sortie du piège du sous-sol. Chaque étage protège de moins en moins mal :

Étage	Cas	Résultat
1. Négociier	Botswana : État copropriétaire à 50 % de Debswana, part d'Okavango appelée à monter	Double récession, déficit de 9,3 % du PIB : le diamant de laboratoire a contourné le contrat
2. Transformer	Dangote (Nigeria) : raffiner son propre brut	Davantage de raffinage local et des exportations vers plusieurs marchés
3. Savoir	Chine : 49,1 % des brevets mondiaux en 2024	Une capacité qui s'accumule par la formation, la recherche et la pratique

Verdict : le minerai s'épuise, l'usine se copie, le savoir s'accumule.

Sources : De Beers / Agence Ecofin · Bloomberg · OMPI, World Intellectual Property Indicators 2025

Le diamant se fabrique en laboratoire. Le fer se remplace. Le pétrole affronte la transition. Une capacité ne s'importe pas clé en main.

CLÔTURE · LA RESSOURCE MAJORITAIRE

La seule ressource qu'aucun laboratoire ne copie

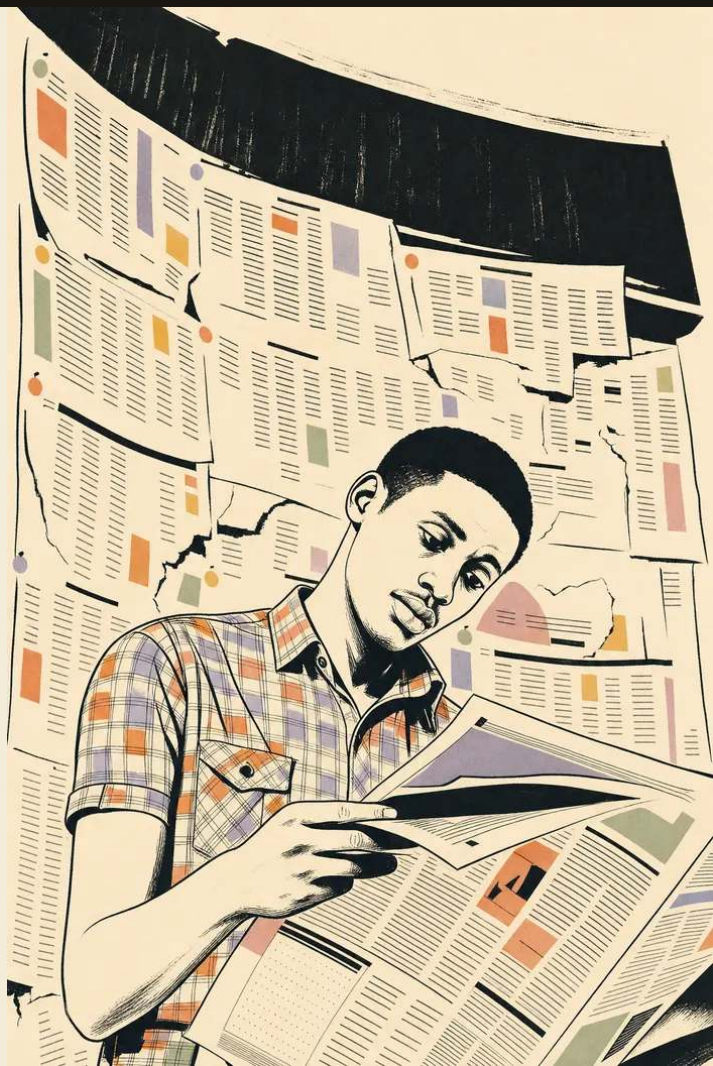
Reprenons la hiérarchie, du bas vers le haut. Se faire piller : le sort documenté par Lissouba et Gantès. Mieux négocier : l'étage Botswana, nécessaire, insuffisant, à la merci d'une rupture technologique. Transformer : l'étage Dangote, des milliards récupérés, mais une usine se finance, se copie, se concurrence. Reste le dernier étage, le seul que rien ne menace.

Le diamant se fabrique désormais en laboratoire. Le fer peut être remplacé ou recyclé. Le pétrole affronte la transition énergétique. Une capacité collective de savoir, elle, ne s'importe pas clé en main : elle s'accumule là où on la cultive. La ressource majoritaire du continent n'est dans aucune convention minière : plus de 60 % de la population a moins de 25 ans, âge médian autour de 19 ans, et elle attend des laboratoires, des bourses, des usines-écoles que les budgets actuels ne prévoient pas.



La richesse majoritaire : les minerais s'épuisent. Les compétences s'accumulent. · Illustration Terres Mouvantes

L'information, c'est le pouvoir.



TERRES MOUVANTES

Le journal vous arrive directement sur WhatsApp, toutes les deux semaines,
gratuit.

Rejoindre le canal WhatsApp →